

LA VALLS DES SINISTRES



QUE PEUT-ON ATTENDRE D'UN GOUVERNEMENT À LA SOLDE
DU PATRONAT, ATTENTIF ET RÉACTIF AUX IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE ?

Que peut-on attendre d'un gouvernement **qui prétend être proche de nous**, mais qui, à chaque fois qu'il a l'opportunité de garantir des avancées sociales dignes pour toutes et tous, **refuse de faire contribuer les plus riches ?**

Que peut-on attendre d'un gouvernement **qui nous fait croire** que nous pourrions rejouer le match des retraites jusqu'à la possibilité de son abrogation, sans changer d'équipe ? **Même un gel temporaire de la réforme des retraites n'est qu'un marché de dupes.**

De plus, **les trois mois de négociations** annoncés entre les organisations syndicales et le patronat **ne sont qu'un leurre :**

Le patronat prône un départ à la retraite au-delà de 64 ans, et en cas de désaccord entre les premiers protagonistes, la réforme restera inchangée. **Ce serait un retour à la case départ.**

Aujourd'hui, selon certains «**experts**», qu'ils soient politiques et/ou issus du monde capitaliste :

“ **Il faudrait aller encore plus loin en repoussant l'âge de départ à la retraite et en généralisant un système par capitalisation. Une vision pleinement soutenue par le patronat.** ”

NÉGOCIER AVEC UN GOUVERNEMENT, QUI COMPTE DANS CES RANGS, DES FIGURES TELLES QUE :

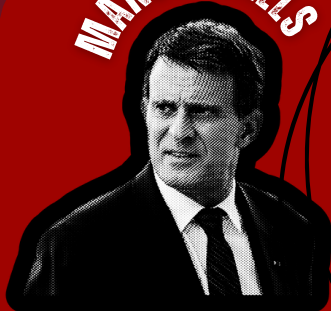
LA LISTE EST LONGUE, MAIS LOIN D'ÊTRE EXHAUSTIVE.

ÉLISABETH BORNE



DÉSORMAIS À L'ÉDUCATION NATIONALE. CELLE QUI A FAIT PASSER LA RÉFORME DES RETRAITES À COUPS DE 49.3. "RECORDWOMAN" DE LA CATÉGORIE AVEC 23 UTILISATIONS DE CET ARTICLE POUR FAIRE PASSER SES LOIS DE FINANCES.

MANUEL VALLS



NOMMÉ MINISTRE DES OUTRE-MER. ARTISAN DU VIRAGE À DROITE DU QUINQUENNAT HOLLANDE LORSQU'IL ÉTAIT MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. CELUI QUI FAIT LA COUR À LA MACRONIE DEPUIS 2017 ET ARRIVE ENFIN À SES FINS. PREUVE QUE LE GOUVERNEMENT EST À COURT DE REMPLAÇANTS. IL PREND LA TÊTE D'UN MINISTÈRE CLÉ DANS UN CONTEXTE INFLAMMABLE, MARQUÉ PAR LE MOUVEMENT CONTRE LA VIE CHÈRE EN MARTINIQUE ET UNE SITUATION TOUJOURS TENDUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE.

GÉRALD DARMANIN



DÉSORMAIS MINISTRE DE LA JUSTICE APRÈS AVOIR QUITTÉ LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. LE VOICI DÉSORMAIS GARDE DES SCEAUX, ALORS QU'IL AVAIT ÉTÉ LE PREMIER À RÉAGIR SUR TWITTER AUX RÉQUISITIONS CONTRE MARINE LE PEN DANS L'AFFAIRE DES ASSISTANTS PARLEMENTAIRES.



ENCORE UNE NOUVELLE PROVOCATION POUR LE MONDE DU TRAVAIL

7 heures de travail non rémunérées, dans un contexte où le pouvoir d'achat est en berne, où les salaires stagnent ou progressent très peu, et où les annonces de plans de suppressions d'emplois ne cessent de se succéder.

Pourtant, il est possible de financer la Sécurité sociale, notamment pour assurer l'autonomie, en revenant sur les exonérations de cotisations sociales. Celles-ci s'élèvent à 80 milliards d'euros par an et ont augmenté de 25% depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron.



NOUS GAGNERONS EN LUTTANT DANS NOS ENTREPRISES.

Faire croire que tout se règlera dans les urnes, avec les politiques, est une illusion.

Ces derniers sont déconnectés de nos réalités, de nos difficultés, de notre quotidien.

En France, depuis 2023, ce sont plus de 300 Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) qui ont été recensés, entraînant jusqu'à 300 000 suppressions d'emplois.

Face à cette hémorragie, la CGT propose trois grands axes pour stopper la casse industrielle :

- UN PLAN D'URGENCE POUR L'EMPLOI ET L'INDUSTRIE
- DES ASSISES DE L'INDUSTRIE ET UNE GRANDE LOI POUR RÉINDUSTRIALISER LE PAYS TOUT EN RÉPONDANT AUX DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX
- UNE RÉORIENTATION DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

Nous avons démontré que les salaires doivent augmenter d'au moins 4,5% par an en moyenne en 2024 et en 2025 pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat subies depuis le début de la crise inflationniste.

Or, nous sommes encore (très) loin de cet objectif, avec des politiques salariales qui viennent d'être négociées et qui ne prévoient qu'une augmentation moyenne de 1,3% (contre 3,5% en 2024).

Sans augmentation importante des salaires en 2025, les pertes de pouvoir d'achat risquent de s'aggraver et de s'inscrire durablement dans le quotidien des travailleurs.

LA CGT PROPOSE 10 MESURES D'URGENCE POUR LES SALAIRES ET LE POUVOIR D'ACHAT :

1. **Augmenter les salaires et le SMIC** pour répondre à l'urgence sociale
2. **Assurer l'égalité professionnelle et salariale** entre les femmes et les hommes
3. **Reconnaître les diplômes dès l'embauche** et garantir le paiement des qualifications
4. **Instaurer un revenu de remplacement** pour toutes les personnes privées d'emploi, au minimum au niveau du SMIC
5. **Augmenter les pensions des retraité-e-s**, avec un montant minimum de 2 000 euros brut
6. **Mettre en place une allocation d'autonomie pour les étudiant-e-s** et les jeunes en recherche d'un premier emploi, et augmenter les salaires des apprenti-e-s
1. **Encadrer à la baisse les loyers** et plafonner les quittances à 20% des revenus des ménages
2. **Abaisser la TVA à 5,5%** sur les produits de première nécessité
3. **Faire baisser les prix des carburants** en ponctionnant sur les revenus du capital des entreprises multinationales pétrolières
4. **Mettre fin aux exonérations de cotisations sociales et fiscales** et conditionner les aides publiques aux entreprises

SI, COMME NOUS, VOUS PENSEZ QUE D'AUTRES CHOIX DE SOCIÉTÉ SONT POSSIBLES, REJOIGNEZ LA CGT : UNE FORCE À VOS CÔTÉS !



Union Départementale du Doubs
Mail. secretariat@cgtdoubs.com
Tél. 03 81 81 31 34

Union Locale Besançon
Mail. cgtbesanconul@gmail.com
Tél. 03 81 81 34 67

Union Locale d'Audincourt
Mail. ulcgt.montbelliard@gmail.com
Tél. 03 81 30 51 13

Union Locale de Pontarlier
Mail. ulcgt.pontarlier@wanadoo.fr
Tél. 06 51 35 02 70